

Pots-de-vin en Corée: l'étau se resserre contre IBM

Après les arrestations, les sanctions! Selon les autorités de la concurrence à Séoul (Corée du Sud), IBM pourrait être interdit de soumissionner à des appels d'offres pour des contrats publics dans le pays, suite à l'affaire de corruption qui éclabousse le numéro un mondial de l'informatique depuis quelques jours.

« Les sociétés, si elles sont impliquées dans des irrégularités commises lors de soumissions à des appels d'offres, sont sujettes, de par la loi, à une interdiction de participer à l'avenir à des projets gouvernementaux », précise ainsi à l'AFP Shin Yong-Ho, porte-parole du FTC, la Commission de contrôle des échanges commerciaux. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, la SEC -gendarme américain de la bourse- et le DoJ -le Ministère de la Justice- ont annoncé l'ouverture d'une enquête sur les pratiques d'IBM en Corée. **300.000 dollars de pots-de-vin** Rappel des faits. La FTC a porté plainte contre IBM-Corée du Sud et d'autres sociétés affectées par le plus important scandale de corruption impliquant une compagnie étrangère dans l'histoire de la Corée. Quarante-huit responsables, dont un haut responsable de la filiale sud-coréenne d'IBM, ont été inculpés la semaine dernière dans le cadre de cette enquête. Les personnes inculpées sont accusées d'avoir corrompu des responsables de l'administration ou de s'être entendues avec d'autres sociétés afin de s'assurer la signature de contrats publics pour un montant total de 55 millions de dollars, notamment une commande de matériel informatique du ministère de l'Information et de la Communication en 2001 d'environ 2,2 millions de dollars. Incarcéré, le directeur exécutif d'IBM Corée du Sud, un certain Jang Gyeong-Ho, aurait perçu près de 300.000 dollars pour aider Winsol à remporter des contrats entre 2001 et 2003 en achetant la complaisance de responsables gouvernementaux et des sociétés concurrentes.